

REF. : **23.025 ROCHEPLANE AMEN. BAT C & ACCUEIL**

OBJ. : Cahier des Clauses Administratives Particulières

2024/0415

DEN CCAP

IND. : A

ADRESSE DU PROJET 6 rue Massenet
38400 Saint-Martin-d'Hères

 audavie FONDATION Prendre soin autrement	 centre médical rocheplane	MAÎTRE D'OUVRAGE	Centre Médical Rocheplane 6 rue Massenet 38400 Saint-Martin-d'Hères
 amma architecte		ARCHITECTE	amma architecte 420 Chemin des Prêles ZAC Isiparc 38330 Saint Ismier
 ArceA		ECONOMISTE	ARCEA 87 cours de la Libération et du G. de Gaulle 38110 Grenoble
 Actif GROUPE ALÉNOR		BE FLUIDE	ACTIF 18 boulevard de la Mer Caspienne BP 50125 73374 Bourget du Lac
 Kaëna GÉOTECHNIQUE		GEOTECHNICIEN	KAENA Bâtiment l'Epicentre ZA Eurekalp 38660 Saint-Vincent de Mercuze
 CEBEA BUREAU D'ETUDES STRUCTURE SECTION		BE STRUCTURE	CEBEA 15 avenue Général Champon 38100 Grenoble
 apave		COORDINATEUR SPS	APAVE 16 avenue de Grugliasco 38430 Echirolles
 apave		BUREAU DE CONTROLE	APAVE 16 avenue de Grugliasco 38430 Echirolles

Sommaire

01/	OBJET DU CONTRAT - DISPOSITIONS GENERALES	4
01/1	Objet	4
01/2	Tranche et lots	4
01/3	Maitrise d'ouvrage	4
01/4	Maitrise d'œuvre	5
01/5	Contrôle technique	5
01/6	Coordination sécurité et protection de la santé	5
01/7	Coordination OPC	5
01/8	Propriété intellectuelle, commerciale et industrielle	5
02/	DOCUMENTS CONSTITUANT LE MARCHÉ	5
02/1	Documents particuliers	5
02/2	Documents généraux	6
02/3	Sous-traitance	6
03/	PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	6
03/1	Répartition des paiements	6
03/2	Contenu des prix - mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes	6
03/3	Variation des prix	8
03/4	Paiement des co-traitants et sous-traitants éventuels	8
04/	DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES	9
04/1	Délais d'exécution des travaux	9
04/2	Pénalités de retard – primes d'avances	11
04/3	Autres pénalités	11
04/4	Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution	13
05/	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	13
05/1	Retenue de garantie	13
06/	PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	13
06/1	Provenance des matériaux et produits	13
06/2	Mention « ou équivalent »	13
07/	IMPLANTATION DES OUVRAGES	13
07/1	Piquetage général	13
07/2	Piquetage des ouvrages souterrains ou enterrés	13
08/	PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	13
08/1	Période de préparation, programme d'exécution des travaux	14
08/2	Plan d'exécution - notes de calculs - études de détails - synthèse	14
08/3	Mesure d'ordre social - application de la réglementation du travail	14
08/4	Organisation, sécurité et hygiène des chantiers	14
08/5	Respect de l'environnement	15
08/6	Évacuation des chantiers	17
08/7	Travaux modificatifs	17
08/8	Modification de projet	18
09/	CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	18
09/1	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	18
09/2	Réception	18
09/3	Levées des réserves	18
09/4	Documents fournis après exécution	18
09/5	Délai de garantie	19
09/6	Assurances	19

01/ OBJET DU CONTRAT - DISPOSITIONS GENERALES

01/1 OBJET

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent chacun des lots relatifs au **Réaménagement/extension du rez-de-chaussée de l'aile C du Centre Médical Rocheplane.**

L'emprise au sol de la partie réaménagement fait 1215m², celle de l'extension 150m².

Lieu de construction :

6, Rue Massenet

38400 Saint Martin d'Hères

Horaires de travail :

L'établissement étant en exploitation, les travaux devront être réalisés entre 8h et 18h pour limiter les nuisances sonores pour les occupants du bâtiment. Pour les travaux de provoquant pas de nuisances sonores les travaux pourront être réalisés entre 7h30 et 19h.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

01/2 TRANCHE ET LOTS

Les travaux seront exécutés en une seule tranche.

Ils sont répartis en 16 lots qui seront traités en marchés séparés, à savoir :

00	Démolition
01	Renforcement de sol
02	Gros œuvre
03	Structure bois - Bardage
04	Etanchéité
05	Menuiseries extérieures
06	Menuiseries intérieures - Mobilier
07	Cloisons-doublages-faux plafonds
08	Chapes
09	Sols souples - Faïences
10	Peinture
11	Nettoyage - Optionnel
12	Electricité – courants forts et faibles
13	CVCP – Fluides médicaux - GTC
14	VRD – Espaces verts
15	Sol résine - Optionnel

01/3 MAITRISE D'OUVRAGE

CENTRE MEDICAL ROCHEPLANE

6, Rue Massenet 38400 Saint Martin d'Hères

représenté par Monsieur Jean PEBRIER, Directeur,

désigné ci-après : **Maître d'Ouvrage**

01/4 MAITRISE D'OEUVRE

Amma architecte, 420 chemin des Prêles, 38 330 SAINT-ISMIER,

représenté par m. Mathieu Miet, gérant, en qualité d'**Architecte chargé d'une mission complète**,

désigné ci-après : **Maître d'Œuvre**

01/5 CONTROLE TECHNIQUE

La mission de contrôle technique au sens de la loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et l'assurance dans le domaine de la construction est confiée à :

APAVE 16 avenue de Grugliasco 38430 Echirolles

Les missions confiées par le Maître d'Ouvrage au contrôleur technique sont : LP, LE, STI, HAND, et vérification initiale des installations électriques.

01/6 COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Conformément à l'article R. 238-8 du Code du Travail la présente opération est classée en 2ème catégorie :

opérations soumises à l'obligation d'établir un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC SPS).

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est confiée à :

APAVE 16 avenue de Grugliasco 38430 Echirolles

désigné dans le présent document : **Coordonnateur S.P.S.**

01/7 COORDINATION OPC

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination est confiée à :

Amma architecte, 420 chemin des Prêles, 38 330 SAINT-ISMIER,

représenté par m. Mathieu Miet, gérant, en qualité d'**Architecte chargé d'une mission complète**,

désigné dans le présent document : **Coordonnateur OPC.**

01/8 PROPRIETE INTELLECTUELLE, COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

L'Entrepreneur garantit le Maître de l'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce relatives à la propriété intellectuelle, commerciale ou industrielle des fournitures ou prestations à l'occasion de l'exécution du contrat.

Il appartient à l'Entrepreneur d'obtenir dans ce cas, à ses frais, les cessions, licences ou autorisations nécessaires.

02/ DOCUMENTS CONSTITUANT LE MARCHE

Par dérogation à l'article 4.2.1. du CCAG, les pièces constitutives du contrat sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

02/1 DOCUMENTS PARTICULIERS

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le plan général de coordination (PGC) ;

- Le calendrier prévisionnel d'exécution qui sera remplacé par le calendrier détaillé d'exécution en début des travaux conformément à l'article 28.2. du CCAG Travaux et comportant les dates de début et de fin de travaux ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) propre à chaque lot ;
- Le Rapport initial de contrôle technique (RICT) sera remis prochainement, il est en cours de rédaction ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Le descriptif des ouvrages : plans, dessins, descriptifs et localisation de l'ouvrage, en complément du CCTP ;
- Le mémoire justificatif produit par l'Entrepreneur au titre de son offre.

Toutes ces pièces sont considérées avoir été lues, prises en comptes et acceptées par l'Entrepreneur à la signature de son marché.

02/2 DOCUMENTS GENERAUX

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 03/3.2.

- cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux
- cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG) approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 ;
- cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS -DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre de l'Économie, des Finances et de la Privatisation relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire ;
- les cahiers des clauses techniques générales DTU et Règles de calcul DTU parus depuis la dernière mise à jour du CCTG ;
- le règlement pour les ouvrages béton armé EUROCODE 2
- les règles Eurocode 3, CECM et CM66 et Ad80 pour les ouvrages métalliques
- les règles, normes, et DTU en vigueur au moment de la signature du marché de travaux.

NOTA : Les documents généraux précédemment visés à l'art.2.2. Sont réputés être connus des parties et ne sont pas joints matériellement aux pièces du marché.

02/3 SOUS-TRAITANCE

Toute entreprise souhaitant faire appel à la sous-traitance devra impérativement établir une déclaration auprès du Maître d'Ouvrage au moins un mois avant la date d'intervention. Une inspection commune devra être réalisée avec le CSPS et l'entreprise titulaire. Un PPSPS sera rédigé après cette inspection commune. Si le Maître d'Ouvrage n'a pas répondu à cette demande dans un délai de 15 jours à compter de sa réception, l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement du sous-traitant sont réputés acquis.

03/ PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

03/1 REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

03/2 CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES

03/2.1 Les prix

Les prix du marché sont TTC et seront établis en tenant compte :

- des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés au 01/2 ci-dessus ;
- des dépenses communes de chantier ;
- des dépenses résultant de l'application de la notice S.P.S.

Aucune prestation ou sujétion ne pourra faire l'objet d'un supplément si elle n'est pas reconnue par le Maître d'œuvre comme complémentaire au programme prévu et si elle ne fait pas l'objet de la procédure définie à l'article 08/7 du présent CCAP.

Dans les plans et devis descriptif, le Maître d'œuvre s'est efforcé de renseigner l'entrepreneur sur la nature des travaux à exécuter, sur leur nombre, leur dimension et leur emplacement. Mais il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif et que l'entrepreneur devra exécuter comme étant dans son prix sans exception ni réserve, tous les travaux de sa compétence que sa profession nécessite et qui sont indispensables à l'achèvement complet des travaux.

En conséquence, l'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, arguer des imprécisions de détails, erreurs, omissions, contradictions ou interprétations des plans ou devis descriptif pour se soustraire ou se limiter dans l'exécution des travaux et des sujétions qu'ils comportent ou pour justifier une demande de supplément de prix.

En cas de groupement (cotraitance) ou de sous-traitance, les prix comprennent les prestations de coordination et de contrôle, ainsi que les conséquences de la défaillance d'un membre du groupement ou d'un sous-traitant.

Si l'Opération est réalisée en corps d'état séparés, chacun des Entrepreneurs doit inclure dans son prix les contraintes liées à la présence des autres Entrepreneurs sur le chantier et à la nécessaire harmonisation de leurs activités.

03/2.2 Caractéristiques des prix pratiques

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire.

03/2.3 Modalité du règlement des acomptes

Les projets de décomptes seront présentés conformément au modèle qui sera remis à l'entrepreneur lors de la notification du marché.

L'entrepreneur présentera au Maître d'Œuvre chaque mois, un projet de décompte mensuel suivant le modèle prévu (voir 03/2.4). Ce décompte sera établi sur la base des documents contractuels correspondants et conformément aux dispositions générales.

Après achèvement des travaux, l'entrepreneur présentera un projet de décompte final des travaux exécutés décomposant les travaux comme suit :

- 1ère partie : travaux prévus au marché
- 2ème partie : travaux modificatifs (éventuels)

La première partie de ce décompte devra produire intégralement la décomposition du prix global forfaitaire détaillée.

La deuxième partie comportera les travaux en moins initialement compris dans le prix global forfaitaire, avec référence aux ordres de service correspondants.

Pour les modalités détaillées du règlement des comptes, s'en remettre à l'article 13 du CCAG.

03/2.4 Situations mensuelles

Le règlement des sommes dues à l'Entrepreneur fait l'objet de situations mensuelles, selon les modalités prévues aux articles 19.1 à 19.4 du CCAG, sous réserves des stipulations de l'article 04/2.3 du présent CCAP.

En dérogation au point 19.3.1 du CCAG, les situations de travaux libellées au nom du Maître d'Ouvrage seront transmises au mandataire au plus tard le 25 du mois (entre le 20 et le 25 du mois). Le coordonnateur OPC se chargera de traiter les éléments et d'envoyer à la MOA entre le 25 et le 30 du mois. Tout retard sera reporté le mois suivant.

03/3 VARIATION DES PRIX

03/3.1 Les prix

Les prix sont fermes.

03/3.2 Mois d'établissement des prix du marché

Prix ferme : les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois au cours duquel l'entrepreneur a signé son acte d'engagement.

03/3.3 Modalités de révision des prix

Sans objet.

03/3.4 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

03/4 PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET SOUS-TRAITANTS EVENTUELS

03/4.1 Désignation de sous-traitants en cours de marche

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus à l'article 3.6.1. du CCAG travaux. Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre :

- les renseignements mentionnés à l'article 11.7. du cahier des clauses administratives générales ;
- le compte à créditer ;
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 108 du Code des marchés publics ;
- le comptable assignataire des paiements.

03/4.2 Modalités de paiement direct

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG-Travaux et en application de l'article 116 du code des marchés publics, le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché et ses factures, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou les dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au pouvoir adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans le marché. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur ou à la personne désignée dans le marché par le pouvoir adjudicateur, accompagnée des copies des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième alinéa.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant. Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également la demande de paiement.

03/4.3 Délais de paiement

Conformément à l'article 98 du Code des marchés publics, le délai global de paiement des sommes dues est de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par le Maître d'Œuvre.

Le paiement du solde est conditionné par la présentation d'un quitus concernant le compte prorata.

03/4.4 Intérêts moratoires

Conformément à l'article 98 1° et 2° du Code des marchés publics, le taux des intérêts moratoires est le taux de la B.C.E. majoré de sept points.

03/4.5 Conditions de règlement

Applicables à chaque lot, séparément, en tenant compte de l'avancement constaté des travaux ou approvisionnements :

- 87,5 % maximum du montant du contrat, par acomptes mensuels successifs. Les paiements d'acomptes sont amputés de la retenue de garantie, sauf si l'Entrepreneur a fourni une caution personnelle et solidaire, pour un montant égal, émanant d'un établissement financier notoirement solvable.
- 2,5% à la remise en nombre suffisant de tous les éléments, dossiers, notices, plans et éléments techniques nécessaires à l'exploitation et la maintenance des ouvrages, constituant le DOE et le DIUO.
- 5% à la levée totale des réserves.
- 5% de retenue de garantie légale, payable à l'expiration du délai de garantie ou à la production d'une caution bancaire de même montant et d'égale durée (voir 05/1).

Tout règlement au titre du présent contrat est subordonné à la fourniture par l'Entrepreneur d'une attestation d'assurance, conformément au point 09/7 et correspondant aux garanties visées au point 09/6.

04/ DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

04/1 DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX

04/1.1 Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution est fixé à l'article 3 de l'Acte d'Engagement.

Les délais d'exécution de chaque lot s'inscrivent dans le délai global d'exécution, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution joint au présent CCAP. Ils partent de la première intervention de l'entrepreneur sur le chantier, et expirent en même temps que sa dernière intervention.

L'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur titulaire du lot n° 1 de commencer l'exécution des travaux lui incombant, est porté à la connaissance des entrepreneurs chargés des autres lots.

Conformément aux dispositions de la loi 93-1418 du 31 Décembre 1993 et au décret n° 94-1159 du 26 Décembre 1994, une période de préparation d'un mois est prévue à compter de la notification du marché et préalablement à la délivrance de l'ordre de service ce qui signifie que la durée de la période de préparation ne peut être inférieure à 1 mois.

04/1.2 Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution sera établi par le Maître d'Œuvre et l'OPC en concertation avec les entreprises pendant la période de préparation du chantier.

Ce calendrier devra s'inscrire dans les limites du calendrier prévisionnel joint au présent CCAP. A défaut d'accord sur le calendrier détaillé, le calendrier prévisionnel deviendra contractuel.

a. Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages ou groupes d'ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre, pour chacun de lots :

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Après communication par l'OPC, ce calendrier sera ensuite soumis à l'approbation du Maître d'Ouvrage dix (10) jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au 08/1 ci-après.

b. Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à courir à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

c. Au cours du chantier le Maître d'Œuvre pourra être amené à modifier le calendrier d'exécution des travaux. Ces modifications ne doivent entraîner aucune répercussion sur le délai global d'exécution des différents lots. Elles tiennent compte toutefois, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application des articles 19.2.2. et 19.2.3. (premier alinéa) du CCAG.

e. Le calendrier initial visé en a, éventuellement modifié comme il est indiqué en c, est notifié par ordre de service à tous les entrepreneurs.

04/1.3 Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3. du CCAG, le nombre de journées d'intempéries fera l'objet de constats contradictoires entre le Maître d'Œuvre et le Représentant de l'entrepreneur prévu au 3.4.1. du CCAG.

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa du 2.3. de l'article 19 du CCAG :

- le délai d'exécution des travaux sera prolongé ;

D'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs des phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limites ci-après :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée limite
Pluie	25 mm/24 heures	3 jours
Neige	5 cm	1 jour
Gel	-5 °C	5 jours
Vent	80 km/h	

pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux.

04/2 PENALITES DE RETARD – PRIMES D'AVANCES

04/2.1 Retard dans l'exécution des travaux

Les dispositions suivantes sont appliquées en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement avec le calendrier détaillé d'exécution des travaux.

Du simple fait de la constatation par le maître de chantier et le Maître d'œuvre d'un retard de l'entreprise sur le calendrier détaillé d'exécution éventuellement augmenté du nombre de jours définis à l'article 4-2 ci-dessus, l'entrepreneur encourt une retenue provisoire de 1/1500^e du montant de son marché, avec un minimum de **125 €** (cent vingt-cinq euros) H.T., par jour calendaire, qui sera retenue sur ses acomptes mensuels.

Ces retenues provisoires deviendront des pénalités définitives si l'entrepreneur, bien qu'ayant terminé ses travaux dans le délai, a perturbé la bonne marche du chantier.

04/2.2 Prime d'avance

Il n'est pas prévu de prime pour avance.

04/3 AUTRES PENALITES

N°	Obligations	JOUR CALENDRAIRE	INFRACTION
1.	SÉCURITÉ - PROTECTION - SANTÉ - HYGIÈNE / ORGANISATION		
1.1	Souillage et/ou dégradation des végétations en place		300 €
1.2	Toute action entraînant un défaut dans la signalisation du chantier		300 €
1.3	Travaux sur le domaine public sans signalisation et/ou protection efficace (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par les autorités compétentes)		300 €
1.4	Non-respect des circulations et stationnements		300 €
1.5	Défaut de clôture de chantier (par jour calendaire)	500 €	
1.6	Défaut de nettoyage des installations communes après utilisation, défaut ou retard de nettoyage de chantier, ou défaut d'évacuation des gravats : par jour calendaire et par zone de 100m ² de surface HON non nettoyés ou avec gravats.	300 €	
1.7	Dégradation des installations communes (par infraction)		300 €
1.8	Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène et à la santé des travailleurs et en particulier des directives données par le coordonnateur de sécurité et protection de la santé (par infraction)		500 €
1.9	Non-respect des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, Lutte contre le travail dissimulé		5000 €

2.	CHARTRE CHANTIER A FAIBLES NUISANCES / CHANTIER PROPRE		
2.1	Documents administratifs non fournis	50 €	
2.2	Pollution de l'eau ou du sol (fuite hydrocarbures, ...)		300 €
2.3	Brûlage des déchets de chantier		300 €
2.4	Matériel de chantier non conforme		150 €
2.5	Travaux bruyants en dehors des heures tolérées (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par les autorités compétentes)		500 €
2.6	Manquement aux règles de nettoyage des camions en partance du chantier ou camion mal chargé ou laissant tomber des déchets sur les voies publiques (par véhicule)		300 €

3.	RÉUNIONS		
3.1	Retard aux réunions (par entreprise)		150 €
3.2	Absence aux réunions (par entreprise)		200 €
	(Par infraction), en cas de récidive		300 €

4.	SOUS-TRAITANCE		
4.1	A l'encontre du donneur d'ordres faisant intervenir un sous-traitant non accepté ou dont les conditions de paiement n'ont pas été agréées (dossier non complet donc non porté à la connaissance du MO/MOD) actif sur site. Exclusion du site (par jour d'activité avéré)	500 €	
4.2	Défaut de transmission de PPSPS, alors que l'entreprise sous-traitante est active sur le site. Exclusion du site (par jour d'activité avéré)	500 €	

5.	DOCUMENTS D'EXECUTION		
5.1	Retard dans la remise de documents (par jour calendaire et par plan)	300 €	
5.2	Retard dans la constitution du dossier DOE et/ou des documents d'exploitation sous la forme de dossiers provisoires demandés (par lot et par jour calendaire de dépassement du délai imparti pour cette tâche)	500 €	

6.	EN COURS DU CHANTIER		
6.1	Retard dans la présentation d'un échantillon, d'un prototype ou d'un témoin, par jour.	300 €	
6.2	Défaut d'encadrement sur le chantier (par jour)	300 €	
6.3	Retard dans la libération des terrains mis à disposition par le maître d'ouvrage, ou dans la dépose d'installations provisoires (par jour calendaire)	500 €	
6.4	Non respect d'un ordre de service	300 €	
6.5	Retard dans la justification de la DICT (par jour)	200 €	

7.	ADMINISTRATIF		
7.1	Non remise des attestations d'assurance en cours de validité	200 €	
7.2	Retard dans la remise du certificat CONSUEL	200 €	

04/4 DELAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

04/4.1 D.O.E.

Les plans et autres documents constituant les D.O.E. devront être remis dans les délais prévus à l'article 40 du CCAG.

Une retenue de **750 €** (sept cent cinquante euros) H.T. sera effectuée jusqu'à fourniture de ces documents.

04/4.2 Autres documents

Au plus tard à la demande de la réception des ouvrages, l'entrepreneur devra la fourniture des documents tels que : notices de fonctionnement, notices d'entretien, Procès-Verbaux des matériaux, etc. qui lui seront demandés.

Au cas où les documents ne seraient pas fournis à la date ci-dessus, les pénalités sont précisées dans le document en annexe.

05/ CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

05/1 RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie de cinq pour cent (5 %) du montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants, sera prélevée sur le montant de chaque acompte payé à l'entrepreneur.

Cette retenue sera remboursée un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux conformément à l'article 42.5 du CCAG travaux.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré de l'entrepreneur par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues à l'article 102 du code des marchés publics.

La substitution peut intervenir à tout moment.

06/ PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

06/1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

07/ IMPLANTATION DES OUVRAGES

07/1 PIQUETAGE GENERAL

Le piquetage est assuré par le lot n° 0 Démolition.

07/2 PIQUETAGE DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES

Le piquetage est assuré par le lot n° 0 Démolition.

08/ PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

08/1 PERIODE DE PREPARATION, PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

Conformément aux dispositions de la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 et au décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, une période de préparation d'un mois est prévue à compter de la notification du marché et préalablement à la délivrance de l'ordre de service.

Durant cette période, l'entrepreneur, y compris ses sous-traitants, devra :

- suivant la catégorie de l'opération : établissement d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé après inspection commune organisée par le coordonnateur S.P.S.. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitant et sous-traitant). Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) doivent être remis au coordonnateur S.P.S., dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.
- établir et présenter au visa du Maître d'Œuvre le programme d'exécution des travaux,
- établir et remettre au Maître d'Œuvre les plans de détail complémentaires, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG et à l'article 08/2 ci-après.

L'absence de remise au coordonnateur S.P.S. du plan d'hygiène et de sécurité fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.

08/2 PLAN D'EXECUTION - NOTES DE CALCULS - ETUDES DE DETAILS - SYNTHESE

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis, avec les notes de calculs correspondantes, à l'approbation du Maître d'Œuvre. Ce dernier doit les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 5 jours après leur réception.

Toutefois, pour les documents soumis au contrôleur technique, le Maître d'Œuvre ne donnera son visa qu'après avoir reçu instruction du Maître d'Ouvrage sur les suites à donner à l'avis du contrôleur technique.

08/3 MESURE D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

08/4 ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

08/4.1 Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de " coordonnateur S.P.S. ".

08/4.2 Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

08/4.3 Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

08/4.3.1 Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

08/4.3.2 Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le P.P.S.P.S.
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier.
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier. Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats.
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur.
- la copie des déclarations d'accident du travail

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2.1 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet,

- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au Maître d'Ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

08/4.4 Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

08/5 RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

Les aspects qui seront pris en compte en phase chantier portent en particulier sur la réduction des nuisances environnementales sur deux échelles :

- Celle du chantier : Vis-à-vis des nuisances ressenties par les usagers, extérieurs ou intérieurs au chantier (Personnel de chantier, professionnels de santé, personnes hospitalisées, riverains, usagers de la voie publique, visiteurs...), portant sur le bruit, les salissures, les poussières, émissions de polluants, les circulations et les stationnements et sur l'atteinte à l'environnement et à la population en général.

- Celle de l'atteinte à l'environnement et à la population en général : afin de préserver les ressources naturelles et de réduire l'impact des chantiers sur l'environnement.

Cet objectif revêt une importance particulière au regard des nuisances provoquées par l'ensemble du chantier, surtout en termes de déchets produits et de pollutions induites.

Afin de répondre à ces deux échelles, il y a (à minima) trois types de cibles pour la mise en œuvre d'actions de gestion et de réduction des nuisances environnementales :

- Les Flux entrants du chantier : Engins et matériels utilisés sur le chantier, matériaux et produits mis en œuvre...
- Le chantier lui-même : Techniques employées, gestion des déchets...
- Les flux sortants du chantier : Déchets évacués, nuisances générées vis-à-vis des riverains...

Prescriptions de chantier :

Les véhicules et engins de chantier de l'Entrepreneur et de ses sous-traitants doivent être facilement identifiables. Leur entretien sur place doit se faire sans rejet de produits préjudiciables à l'environnement.

Tous les nouveaux engins utilisés dans le cadre des travaux doivent être conformes à la réglementation concernant les mesures de limitation de la pollution des engins de chantier (limitation des émissions de gaz et de particules polluantes).

L'Entrepreneur prendra également toutes dispositions pour éviter tout dépôt de déchets sur le chantier.

Les directives communales applicables en matière d'occupation des sols devront être prises en compte.

Il appartiendra à l'Entrepreneur de respecter les prescriptions habituellement applicables en matière de protection du site, de risques naturels potentiels ou de pollution, les sujétions correspondantes étant réputées incluses dans le prix et les délais.

Le Maître d'œuvre ou le Maître d'Ouvrage pourront être amenés à informer l'Entrepreneur de certaines prescriptions particulières émanant notamment des autorités compétentes et relatives à la protection environnementale du site. Les prescriptions particulières signifiées par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre devront être respectées.

Gestion des déchets de chantier :

La gestion logistique des déchets revient à l'entreprise ou au mandataire du groupement d'entreprise du présent marché.

De plus la Directive Cadre Européenne de 2008 impose le réemploi, le recyclage et la valorisation des déchets du BTP à hauteur de 70% en poids à partir de 2020 ; objectif repris dans la loi française sur la transition énergétique du 17 août 2015.

Les dispositions applicables de la loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire devront également être respectées.

Tout enfouissement, tout brûlage ainsi que toute mise en dépôt sauvage est strictement interdit sur le chantier. De même, l'entreprise veillera à ne pas mélanger des déchets rendant ainsi impossible leur valorisation, et surtout, de mélanger des déchets dangereux à d'autres types de déchets.

Dans le cas des déchets inertes de type gravats, béton, ciment, etc., et des déchets industriels banals, comme le plâtre, les métaux, ou des résidus de bois, l'Entrepreneur est tenu de se charger du stockage puis de la valorisation. Le stockage doit être fait dans une benne appropriée, située sur un emplacement dédié.

Les déchets dangereux (les déchets explosifs, les déchets de construction inflammables, les déchets cancérogènes, les déchets irritants, les déchets comburants, les déchets écotoxiques...) et tous les éléments entrant en contact direct avec les matières dangereuses doivent être stockés emballés, séparés les uns des autres, dans des conteneurs étanches pour éviter tout risque de réaction chimique dangereuse.

L'Entrepreneur devra orienter ses différents types de déchets vers des sites d'élimination agréées, comme des ISDI ou des usines de recyclage. Un tri efficace permet bien souvent de réduire les coûts d'élimination. En triant ses déchets l'Entrepreneur pourra envoyer chaque type de déchet vers la filière adéquate, sans devoir passer par un centre de tri.

L'Entrepreneur fournira et exposera de manière bien individualisée, le mode opératoire envisagé pour la gestion et l'élimination des différents types de déchets et indiquera clairement le coût correspondant prévu dans la décomposition détaillée des prix.

Le transport des déchets sera effectué selon la législation en vigueur.

Aujourd'hui, seule l'élimination de trois types de déchets doit obligatoirement être accompagnée d'un document écrit :

- les déchets dangereux (certaines peintures, hydrocarbures ou terre polluée) qui font l'objet d'un bordereau de suivi ;
- les déchets d'amiante dont la traçabilité est assurée par un bordereau spécifique ;
- les déchets d'emballages pour lesquels l'Entrepreneur doit conserver une trace écrite de leur élimination (contrat avec l'éliminateur agréé).

Pour les autres déchets, et bien que cela ne soit pas obligatoire, il est de l'intérêt des entreprises de garder la trace écrite de leur élimination. Un bordereau de suivi des déchets de chantier sera élaboré en partenariat avec le Maître d'Œuvre.

08/6 EVACUATION DES CHANTIERS

Chaque Entrepreneur doit évacuer son matériel et ses matériaux en surplus au plus tard le jour fixé pour la visite de réception.

08/7 TRAVAUX MODIFICATIFS

En cours de chantier, des modifications peuvent être demandées par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre ou l'entrepreneur ou le contrôleur technique. Ces modifications feront l'objet d'une fiche de travaux modificatifs.

Ces fiches de travaux modificatifs seront établies par le Maître d'Œuvre lors de réunions de chantier. Dès leur établissement, ces fiches seront diffusées à l'entrepreneur, au Maître d'Œuvre et au Maître d'Ouvrage. Dans le délai prescrit, l'entrepreneur retournera la fiche complétée par ses soins au Maître d'Œuvre qui la transmettra avec son avis au Maître d'Ouvrage. La décision du représentant légal de la collectivité sera notifiée à l'entrepreneur, cette notification vaudra ordre d'exécuter les travaux modificatifs. Les travaux modificatifs acceptés par le Maître d'Ouvrage seront incorporés dans un avenant au marché.

En cas d'urgence à exécuter les travaux modificatifs ne permettant pas de respecter la procédure définie ci-dessus, le Maître d'Œuvre pourra prescrire l'exécution de ces travaux par ordre de service. La fiche de travaux modificatifs sera ensuite établie suivant la procédure ci-dessus et servira de base à l'application de l'article 14 du CCAG Tous travaux supplémentaires ou modifications qui n'auront pas fait l'objet d'une fiche de travaux dûment acceptée par le Maître d'Ouvrage ne pourront donner lieu à rémunération supplémentaire.

08/8 MODIFICATION DE PROJET

Si, avant tout commencement de réalisation de la prestation, l'entrepreneur propose des modifications ayant pour objet de remettre en cause les principes de conception tels que définis dans les marchés de travaux :

- Ces modifications doivent être proposées au Maître d'Œuvre avant le commencement des études d'exécution ou des plans d'atelier et de chantier,
- Ces modifications doivent faire l'objet d'une décision formelle de la maîtrise d'œuvre et du Maître d'Ouvrage.

En cas de non-respect de ces dispositions, le Maître d'Œuvre pourra soit ordonner le respect du marché soit appliquer une moins-value sur le marché pour non-conformité ou une réfaction dont l'entrepreneur ne pourra contester la valeur.

09/ CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

09/1 ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages ou de matériaux prévus par le CCTP sont assurés par l'Entrepreneur en présence du Maître d'œuvre. L'organisme de contrôle devra être agréé par le Maître d'œuvre.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le contrat.

- s'ils sont effectués par l'Entrepreneur, ils sont rémunérés par application d'un prix de bordereau,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le Maître de l'ouvrage.

09/2 RECEPTION

Par dérogation à l'article 41.1 à 3 du CCAG :

- La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux relevant des lots considérés. Elle prend effet à la date de cet achèvement.

- L'entrepreneur chargé d'aviser le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés est l'entrepreneur titulaire du lot Maçonnerie Gros Œuvre.

Postérieurement à cet avis, la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG.

Le délai maximal dans lequel le Maître d'Œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à : 15 (quinze) jours à compter de la date de réception de la lettre de l'entrepreneur l'avisant de l'achèvement des travaux.

09/3 LEVEES DES RESERVES

Lorsque les procès-verbaux de réception font état de réserves, l'Entrepreneur dispose d'un délai de 60 jours à réception du procès-verbal pour reprendre les travaux concernés (NF P 03-001 - article 17.2.3.4). Passé ce délais de 60 jours une pénalité sera due jusqu'à reprise des travaux concernés (CF Tableau des pénalités)

09/4 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

L'entrepreneur est tenu de fournir en six exemplaires dont un pour le bureau d'études techniques, les documents mis à jour constituant les D.O.E. :

- plans conformes à l'exécution dont un contre-calque, avec notice intégrée au support expliquant les modifications au projet initial,
- notices de fonctionnement et d'entretien des différents appareils, etc.

Ces documents seront remis au Maître d'œuvre le jour des opérations préalables à la réception.

Tout retard dans la fourniture de ces documents sera sanctionné par une retenue fixée précédemment.

09/5 DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est d'un an pour l'ensemble des ouvrages à compter de la date d'effet de la réception.

En cas d'insuffisance des notices de fonctionnement et d'entretien ou de retard dans leur remise, l'obligation de parfait achèvement à laquelle est soumis l'entrepreneur s'étend aux travaux rendus nécessaires pour remédier aux effets de l'usage, lorsque ces effets résultent d'erreurs ou de fausses manœuvres commises en raison des lacunes ou de l'absence des documents.

09/6 ASSURANCES

09/6.1 OBJET – ETENDUE – MONTANTS

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires d'une destruction des ouvrages avant réception ;
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-3 et 2270 du Code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

L'Entrepreneur doit également souscrire l'assurance de responsabilité prévue aux articles L 241.1 et L 242.1 du Code des assurances.

L'Entrepreneur doit justifier être titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une société d'assurances de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du contrat, ou de ses sous-traitants, à raison des dommages de toute nature causés à autrui, y compris les co-contractants et le Maître de l'ouvrage.

Les polices d'assurance devront prévoir des garanties, en étendue et en montants, conformes aux meilleurs usages et en rapport avec le montant des prestations, de leur nature, localisation et destination, et devront inclure les conséquences de toute solidarité.

En cas de décision du Maître de l'ouvrage de souscrire une police unique de chantier (PUC) et/ou une police tous risques de chantier (TRC), un ordre de service sera notifié à l'Entrepreneur fixant les modalités de participation de l'Entrepreneur aux dites polices.

09/6.2 ATTESTATIONS D'ASSURANCES

L'Entrepreneur s'engage à produire, à première demande, les attestations d'assurances de la ou des sociétés d'assurances le garantissant pour sa « Responsabilité Civile Professionnelle / entreprise » ; ces attestations mentionneront :

- La nature du contrat et le nom du chantier ;
- La nature et le montant des garanties portant sur l'ouvrage lui-même avant réception ;
- La nature et le montant des garanties portant sur l'ouvrage après réception.

Pour ce qui concerne l'assurance décennale, sauf exception expresse acceptée par le Maître de l'ouvrage, l'attestation produite devra faire référence à la règle de la capitalisation et fixer l'existence et le montant des garanties complémentaires suivantes :

- Effondrement avant réception ;
- Préjudices immatériels après réception, subis par le Maître de l'ouvrage.

Les attestations, professionnelles et décennales, comporteront obligatoirement la mention des activités et qualifications assurées.

L'Entrepreneur s'engage à obtenir de ses co-traitants et sous-traitants la justification de souscription d'assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-avant.

Si le Maître de l'ouvrage, compte tenu des risques particuliers présentés par l'opération, estime que les garanties souscrites par l'un ou l'autre des intervenants sont insuffisantes, il avertit l'Entrepreneur par note de service de la nécessité de souscrire, à ses frais exclusifs, des garanties d'assurances complémentaires.

Avant tout commencement d'exécution, l'Entrepreneur ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils sont assurés. L'attestation de la compagnie d'assurance portant mention de l'étendue de la garantie est jointe au présent marché.

Lu et accepté par le candidat

A

Le

Signature du Candidat :